ASSEMBLÉE NATIONALE

8 décembre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 598)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 668

présenté par
M. Naillet et Mme Pires Beaune

ARTICLE 3 DECIES D

I. – À la fin de l’alinéa 1, substituer au montant :

« 400 € »,

le montant :

« 500 € ».

II. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l’État, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La reprise du dédouanement des colis par La Poste a été mise en œuvre d’abord dans l’Hexagone puis, de manière échelonnée, dans les départements et régions d’outre-mer (Drom), entre octobre 2021 et juin 2022. Cette réforme a des impacts négatifs plus importants sur les Ultramarins que sur les Hexagonaux.

En effet, l’envoi de colis entre particuliers de la métropole vers les Drom peut faire l’objet d’une taxation au titre de l’octroi de mer, de l’octroi de mer régional et de la TVA, ainsi que de la perception, par La Poste, de frais relatifs au dédouanement des colis. Or l’envoi de colis entre

particuliers situés dans l'Hexagone ne fait l'objet d'aucune taxation ni de frais autres que ceux qui sont associés au transport.

Ainsi, le nombre de familles devant s'acquitter des taxes prévues pour l'envoi de colis postaux entre particuliers entre l'Hexagone et les Outre-mer - et inversement - a fortement augmenté. Ainsi à La Réunion, la part des envois concernés est passé de 6,77% à plus de 50%.

Pour que l'essentiel de ces envois ne fasse l'objet ni de taxation ni de frais liés au dédouanement, le présent amendement vise à relever de 400 à 500 euros la franchise de taxation des biens qui font l'objet de petits envois non commerciaux pour l'octroi de mer et la TVA.